# L'Institut franco-japonais du Kansai dans la tourmente (1940-1945)

C'est toujours pour moi une émotion très vive que de prendre la parole dans un bâtiment ou j'ai vécu huit ans, ayant été le dernier chef d'établissement à y résider. Est-il besoin de dire que la direction de ce merveilleux instrument, et la part qu'elle impliqua à la fondation de la Villa Kujoyama et de l'Académie de Musique française de Kyoto, éveillent en moi des souvenirs particulièrement chers.

On comprendra dans ces conditions la sympathie que m'inspire le travail effectué par M. Tsuiki et son équipe de jeunes chercheurs, et l'intérêt que revêtent à mes yeux les précieux documents qu'ils sont allés chercher aux Archives diplomatiques françaises, conservées aujourd'hui dans les centres de La Courneuve et de Nantes, et dont je dois reconnaître qu'ils m'ont beaucoup appris sur l'histoire de l'établissement. J'aurais été notamment bien en peine sans leur secours de préparer la conférence que j'ai donnée ici même en juin de l'année dernière sur la fondation du "nouveau bâtiment".

Concernant la présente prise de parole sur l'Institut pendant la tourmente de la Seconde Guerre mondiale, c'est en réalité M. Tsuiki qui en a eu l'idée, et qui a été assez aimable pour penser que je serais le plus à même de raconter cette histoire. De fait, la période de la guerre à l'Institut m'a de toujours intrigué, et je suis heureux d'avoir pu saisir l'occasion qui m'était ainsi offerte de l'observer de plus près. Il n'est pas certain

toutefois que, s'agissant de cette période troublée s'il en fut, les documents dont nous disposons soient cette fois pleinement satisfaisants. Si vous voulez bien, commencons par les énumérer.

Nous disposons tout d'abord des rapports annuels d'activité de la Société de Rapprochement intellectuel franco-japonais, la fondation binationale créée du temps de l'ambassade de Claudel au Japon. La Société a servi de tutelle juridique à l'établissement jusqu'à sa récente prise en mains par l'Institut Français, bras armé du Ministère français des Affaires étrangères pour l'action culturelle extérieure. Les rapports sont certes complets pour la période qui nous intéresse (1940-1945), mais s'avèrent souvent évasifs et rédigés en langue de bois, quand ils ne se bornent pas à répéter textuellement d'année en année les mêmes formules creuses.

Beaucoup plus instructif s'avère le "Rapport récapitulatif annuel 1936-46", plus personnel et mieux informé car rédigé après la guerre, donc en toute liberté. Malheureusement et pour des raisons inconnues, le document conservé dans les Archives du Quai s'interrompt brutalement après les premières pages contenant la recension de l'année universitaire 1942-43, nous privant ainsi de celle des trois dernières années du conflit.

Le texte le plus vivant et le plus riche d'informations m'avait autrefois beaucoup impressionné : il figurait en effet dans les archives de l'établissement, et j'avais donc en quelque sorte vécu avec. Il s'agit d'un document tardif (1956), écrit à usage personnel par un personnage quasi légendaire à l'Institut, Jean-Pierre Hauchecorne, pour appuyer une énième demande de

titularisation dans les cadres de l'Éducation nationale auprès des autorités françaises. Hauchecorne, fils d'un consul de France à Kobe du temps de Claudel, avait été employé en permanence à l'Institut à compter de 1938, y exerçant comme enseignant et comme adjoint de fait du directeur. Il passa donc dans l'établissement les années de guerre, et notamment la période dramatique, décrite avec émotion et puissance, où l'Institut fut réquisitionné à la rentrée d'avril 45 par les autorités japonaises pour y intaller une usine d'instruments de précision destinés à l'armée impériale. Hauchecorne et le Secrétaire Général de l'Institut, Masakiyo Miyamoto, furent alors emprisonnés, affamés et battus par la police politique 特別高等警察.

C'est tout ce dont nous disposons, et ce n'est à la vérité pas lourd s'agissant du thème fondamental qui est le nôtre. Car la guerre, et notamment celle qui opposa la France et l'Allemagne au cours des deux conflits qui ont ensanglanté le vingtième siècle, ne fut à y bien songer jamais très éloignée de l'Institut, et si j'osais je dirais même de la nature et de la fonction de l'Institut, de ce pourquoi il fut conçu. La fondation en 1924 par Claudel de la Maison franco-japonaise, et trois ans plus tard de l'Institut franco-japonais du Kansai, s'inscrivait en effet dans le cadre de la mission que le nouvel ambassadeur de France au Japon avait reçue du Quai d'Orsay de combattre avec détermination, par le développement de l'enseignement du français et la diffusion culturelle, la prépondérance allemande dans le monde de l'enseignement et de la culture au Japon, à laquelle la

défaite du Reich en 1918 n'avait rien changé. Nos "anciens ennemis", écrira Claudel, étaient simplement devenus entre-temps "nos rivaux" (avant de retrouver leur statut initial à l'arrivée au pouvoir de Hitler), et il convenait désormais de leur opposer ce que l'on appelle aujourd'hui le "soft power" et que l'on découvrait en ce début de vingtième siècle, marqué par la création au sein du Quai d'Orsay d'un Service des Oeuvres destiné à coordonner les actions de propagande culturelle, et par l'édification d'un réseau serré d'Alliances et d'Instituts français dans le monde entier.

À Kyoto, cette rivalité avec l'Allemagne allait s'exprimer au cours des années trente d'une manière particulièrement spectaculaire, les deux puissances se disputant (et finissant bon gré mal gré par devoir se partager à égalité) une parcelle de 4000 mètres carrés située en face même de l'Université de Kyoto. Arrivé en poste en 1932, le troisième directeur de l'Institut, Louis Marchand, n'avait en effet pas été long, en praticien chevronné qu'il était de l'enseignement du francais langue étrangère, à se convaincre que sur le site excentré et malcommode d'accès de Kujoyama, où l'Institut avait été édifié en 1927, l'établissement était condamné à végéter : "le grand éloignement du centre universitaire, la difficulté d'accès, les escaliers et les pentes, semblaient combinés, estimait-il, pour écarter les étudiants". Il repéra un terrain, propriété de l'État japonais, qui venait de se libérer en face même de l'Université de Kyoto : c'est celui où nous nous trouvons, et Marchand sut faire partager sa conviction de l'intérêt d'y édifier une annexe à Katsutarô Inabata, le grand industriel francophile (et parfaitement francophone) qui avait assuré la direction

de l'opération de financement du bâtiment de Kujoyama par les milieux financiers de la région. Or il se trouve qu'au même moment, les Allemands de la République de Weimar, à la recherche d'un site pour leur projet de création d'un "Institut de recherches germano-japonais" (*Japanisch-Deutsche Forschungsinstitut*), sollicitèrent l'administration japonaise de leur céder le même terrain, et les Japonais, embarrassés, s'en tirèrent par une sorte de jugement de Salomon, octroyant à chacune des parties l'exacte moitié de la parcelle, respectivement au nord pour la France et au sud pour l'Allemagne d'une venelle qui, comme aujourd'hui, traversait de part en part le terrain.

Il convenait désormais de construire. Marchand, qui ne pouvait se permettre de compter pour rien les investissements considérables que les partenaires japonais avaient consentis quelques années à peine auparavant pour édifier l'Institut de Kujoyama, joua la prudence et proposa que l'on se contentât pour commencer d'un bâtiment de bois qui n'abriterait que les activités d'enseignement, les autres fonctions de l'établissement (bibliothèque, activités culturelles, logement du personnel de direction) demeurant sur la colline. Entre-temps, Hitler prend le pouvoir, l'Institut allemand ouvre ses portes en novembre 34, son premier directeur, un japonologue de renom, a pris l'année précédente sa carte du parti nazi. Dès le Conseil d'administration de la Société de Rapprochement du 10 avril 34, Marchand estime que l'on ne peut se permettre dans ces conditions de faire moins bien que le rival, et impose l'idée d'un bâtiment en béton armé qui participera de la lutte idéologique, et aura pour mission explicite

d'illustrer, rien de moins, "la place que [la France] occupe dans le monde", où elle fait valoir "les sentiments d'humanité, de solidarité et de fraternité universelle", ignorant en effet, elle, "les préjugés de couleurs ou de races".

Sans doute aiguillonné par la concurrence, Inabata s'investit dans la construction de ce nouvel édifice avec plus d'enthousiasme encore que dix ans auparavant, assurant dès novembre 34 le directeur du Service des Oeuvres à Paris de son intention de construire "plus magnifiquement que le bâtiment voisin déjà existant". La conception du bâtiment de l'Institut est désormais confiée à un élève français de Perret, l'apôtre du béton armé, et l'édifice qui est inauguré en mai 36 domine son homologue germanique, d'une conception plus ramassée, de sa masse imposante et de sa belle architecture néo-classique, suscitant la curiosité des Kyotoïtes qui s'amusent de voir les centres culturels de ces deux pays antagonistes dressés l'un en face de l'autre comme des coqs de combat. Avec une année d'avance, les gens de Kyoto éprouvaient à la vérité quelque chose de ce que les Parisiens allaient ressentir à la vue du face-à-face mémorable des pavillons édifiés par l'Allemagne nazie et l'Union soviétique à l'occasion de l'Exposition de 37.

Tel est donc le singulier contexte dans lequel allait, quatre ans plus tard, s'inscrire la Seconde Guerre mondiale à l'Institut : dans un pays de l'Axe, le Japon, qui vient d'ailleurs (septembre 1940) d'envahir le Nord de l'Indochine française, l'orgueilleux bâtiment de l'Institut culturel français domine de tout ce qui peut rester de fierté à la France celui du pays qui occupe la métropole, et la gouverne par l'intermédiaire d'un régime fantoche.

Le Japon constitue d'ailleurs en l'occurrence une exception singulière, les instituts français (ou encore la Villa Médicis et l'École française de Rome) fermant les uns après les autres dès 1939 en Allemagne, en Autriche et en Italie. Fût-ce au ralenti, la Maison franco-japonaise et l'Institut de Kyoto continueront tant bien que mal à fonctionner jusqu'à la fin (31 mars) de l'année universitaire japonaise 1944-45. Il a certes fallu à Kyoto, par mesure d'économie, réduire immédiatement la voilure, fermer dès septembre 1940 l'essentiel des cours de spécialité et réduire le corps enseignant de 22 professeurs à 10, mais le rythme des conférences et concerts s'est maintenu à un niveau honorable, et il a même été possible d'organiser à la fin janvier 41 une exposition scénographiée par la grande Charlotte Perriand, alors en mission de conseil pour l'art décoratif auprès du gouvernement japonais, sur la "contribution française aux progrès de la médecine". Le succès de la manifestation, qui est agrémentée de cinq conférences à caractère scientifique, est tel que, selon le rédacteur anonyme (probablement Jean-Pierre Hauchecorne) du "Rapport récapitulatif sur les activités de l'Institut franco-japonais du Kansai de 1936 à 1946", "l'Institut Germano-Japonais tenta des démarches officielles auprès des autorités japonaises afin de faire interrompre une manifestation de vitalité intellectuelle incompatible avec l'état d'humble esclavage auquel devait se vouer la France dans la "sphère de co-prospérité européenne". L'Institut, qui a continué malgré les intenses difficultés de l'heure à bénéficier de la subvention régulière du Gouvernement français, est même en mesure, profitant en l'occurrence d'une allocation spécifique du

Gouvernement Général de l'Indochine, d'ouvrir en avril 1941 une annexe d'enseignement à Osaka, dans les locaux d'une école d'électricité, et malgré Pearl Harbor et la mobilisation générale, le niveau des inscriptions aux cours se maintient à un niveau tout-à-fait honorable jusqu'à la fin mars 45, tandis que le directeur, Marcel Robert, et le toujours dévoué Jean-Pierre Hauchecorne se multiplient pour pallier l'absence de conférenciers en provenance de la métropole. Pour la musique, qui constitue après la coopération intellectuelle l'axe second de la programmation culturelle de l'établissement, doté d'un superbe piano Pleyel, le Japon, que l'on dit aujourd'hui le pays le plus mélomane du monde (et qui est durant la période de l'immédiate avant-guerre le premier importateur mondial pour le disque de musique classique) est déjà suffisamment formé aux techniques occidentales, et accessoirement au répertoire français, pour qu'une série honorable de récitals et de concerts confiés à des instrumentistes ou vocalistes locaux se maintienne durant toute la durée du conflit.

Les contraintes de la guerre, quoi qu'il en soit, finissent par imposer leur loi, peu soucieuse du bel aménagement art déco de l'établissement, que Marchand avait voulu "un centre scolaire, mais aussi un foyer de beauté, une exposition permanente des Beaux-Arts français". Le 11 avril 1942, Marcel Robert fait savoir en Conseil d'administration que "les autorités japonaises l'ont prié de leur livrer, pour les besoins de la défense nationale, les grilles, rampes et plus généralement tous les objets de métal du Nouveau Bâtiment", qui ne se remettra jamais de cette mutilation irréversible de son décor.

Courant 44, la Libération de Paris change cette fois radicalement la donne politique : de pays asservi à l'ordre nazi, et donc relativement ménagé durant la guerre où les rapports annuels répètent rituellement que "l'Institut a continué d'entretenir les meilleurs rapports avec l'administration japonaise", la France est désormais un ennemi à combattre, à commencer par l'Indochine que les Japonais qui l'occupaient reprennent brutalement en mains en mars 45, après s'y être nonchalamment reposés sur l'administration de Vichy durant l'essentiel des années de guerre. À Kyoto, l'Institut est réquisitionné à la rentrée d'avril par les autorités, en vue d'y intaller une usine d'instruments de précision pour l'armement gérée par la Compagnie Shimazu. Il ne s'agit toutefois pas d'une pure et simple confiscation, on y met les formes, le local est cédé pour un an à des conditions relativement avantageuses, avec engagement du locataire à remettre le bâtiment en état à l'expiration du bail. Entre-temps, Robert et Hauchecorne ont entrepris, à l'aide d'une unique charrette tirée par un boeuf, le déménagement à Kujoyama de l'ameublement, du matériel éducatif et des dix mille volumes de la bibliothèque du bâtiment de Yoshida : qui s'est jamais rendu à Kujoyama et a apprécié la raideur des derniers lacets peut juger de l'épreuve que s'imposèrent les deux hommes en effectuant (à pied pour ménager les forces de l'animal, et en portant les objets à dos d'homme jusqu'au sommet de la colline) deux allers-retours quotidiens entre mars et mai, rendus plus épuisants encore par les rations de famine auxquels ils étaient réduits.

En juin, Hauchecorne et Masakiyo Miyamoto, le Secrétaire Général de l'Institut, sont arrêtés par la Police

politique, incarcérés et soumis à des interrogatoires musclés. Les raisons de cette incarcération ne sont pas claires : on pourrait les avoir soupconnés, ou les avoir délibérément convaincus pour des raisons de propagande, d'avoir été au centre d'un complot contre la sûreté de l'État dont l'Institut aurait constitué le pivot. Hauchecorne, menotté jusque dans le secret de sa cellule, revendique dans son mémoire de 1956 d'avoir été affamé, battu et menacé de mort pour lui arracher le nom de prétendus complices, et s'enorgueillit de ne pas avoir cédé aux "sévices et menaces" que lui infligèrent ceux qu'il désigne comme ses "tortionnaires", et d'avoir refusé de cautionner la liste de prétendus conjurés qu'on lui demandait d'authentifier.

Il est libéré dans un état de faiblesse physique extrême le 17 août 45, deux jours après la cessation des hostilités, et après avoir été traité dans une base sanitaire de l'armée américaine il peut, avec Marcel Robert, reprendre possession de l'Institut le 15 octobre. Le bâtiment est alors en piteux état, écoutons la description qu'il en fait : "À l'exception des radiateurs du chauffage central, <u>toutes</u> les parties métalliques du bâtiment avaient été arrachées ; la rampe de fer forgé du grand escalier avait entièrement disparu ; de même, les bandes de cuivre, garnissant les marches des deux escaliers ; également, les ouvrages de ferronnerie d'art qui garnissaient les portes ; la moitié des carreaux manquaient ou étaient brisés ; tous les rayonnages de la bibliothèque avaient disparu ; une partie des planchers était descellée ; les chasses d'eaux ne fonctionnaient plus ; etc. etc.".

Il fallut procéder aux réparations les plus urgentes

et réeffectuer en sens inverse, mais cette fois dans des conditions tout de même plus confortables, le déménagement du matériel et du mobilier depuis Kujoyama, qui entrait à nouveau ainsi dans une période de léthargie qui allait durer quarante ans, finissant par quasiment disparaître de la mémoire même du Quai d'Orsay jusqu'à ce que l'ancien bâtiment, devenu une ruine, finisse par être détruit en 1981 à la suite d'incessantes protestations de riverains qui en dénoncaient la dangerosité : paradoxalement, c'est ce qui sauva Kujoyama et conduisit à son improbable renaissance. La Société de Rapprochement s'étant endettée auprès de la Compagnie Inabata pour assurer les travaux de démolition, elle décida de rentrer dans ses fonds en vendant le terrain. Elle trouva un acquéreur qui lui parut convenable en 1986, fit savoir son intention de vendre à la partie francaise qui délégua une mission d'information et jugea l'opération contre-productive. Les deux parties se mirent alors d'accord sur la construction d'une résidence d'artistes, la Villa Kujoyama, toujours selon le schéma claudélien qui avait présidé à l'édification des deux bâtiments précédents : "contenant" japonais (construction de l'édifice) et "contenu" français (prise en charge des frais de fonctionnement). Fidèle à un siècle de mécénat en faveur de la France, le petit-fils de Katsutarô Inabata, Katsuo, qui présidait toujours à l'entreprise familiale qu'avait fondée son aïeul, prit la tête de l'opération de financement, la Ville et la Préfecture de Kyoto joignant en l'occurrence leurs forces aux milieux économiques de la région Kansai. Grâce à cette conjugaison de bonnes volontés, l'établissement put ouvrir ses portes en 1992.

À Yoshida, les cours avaient repris dès la fin 1945 à l'intention des forces d'occupation américaines, d'abord à l'Institut même, puis, l'établissement n'étant pas chauffé, à la "*Central Army School*". Les cours réguliers de l'établissement reprirent le 10 janvier 1946, toujours dans un local non chauffé, enregistrant un total de 244 inscriptions pour un trimeatre d'hiver qui se limitait à l'enseignement de la langue, de la littérature française et du latin. Ce total devait passer du simple au double dès la rentrée d'avril.

Avec la fin de la guerre, et malgré sa généreuse et décisive participation à l'édification des deux bâtiments successifs de l'Institut, il semble que Katsutarô Inabata ait été inquiété, peut-être en raison de la collaboration de son entreprise à l'effort de guerre : la Compagnie Inabata, spécialisée dans les colorants industriels, avait en effet été intéressée dès la Guerre russo-japonaise à la teinture en kaki des uniformes de l'Armée impériale. On trouve dans la documentation de l'Institut la copie d'une pelure en date de mars 1946 dans laquelle le rédacteur anonyme (sans doute le directeur) indique au Consul Général de France que "Monsieur Katsutaro Inabata, Sénateur, Grand Officier de la Légion d'Honneur" souhaite rappeler "qu'il a toujours été un fidèle ami de la France et fut l'un des fondateurs de notre Institut Franco-Japonais du Kansai " et qu'il serait "heureux que [le Consul voulût] bien, s'il se présentait pour lui quelques "difficultés" , lui prêter [son] précieux appui". Le même Inabata, dans un courrier de la fin mai, se croit tenu de rappeler dans une lettre personnelle au Général Pechkoff, nouvel Ambassadeur de France au Japon (ou plus exactement chef de la mission française de liaison auprès de

McArthur, commandant supérieur allié en Extrême-Orient), “la solidité et le prix de [son] attachement pour la France [qui] n’a jamais fléchi, je vous prie d’en être assuré”. Le vieil homme était alors âgé de 84 ans, et on souhaite que les difficultés qu’il put alors connaître n’aient pas assombri les trois années qui lui restaient à vivre.

Je terminerai sur un souvenir personnel : en 1979, j’ai participé en tant que jeune japonologue à un colloque organisé au Collège de France sur “Les études japonaises”. J’étais chargé d’y présenter un bilan des recherches consacrées en France au théâtre traditionnel, le domaine qui m’avait attiré vers le Japon. Je me souviens d’avoir, tremblant d’émotion, pris la parole devant des monuments comme Claude Lévi-Strauss et Katô Shûichi. Après le colloque, nous prîmes un verre dans un café du quartier, et c’est l’unique fois dans ma vie que j’ai rencontré Jean-Pierre Hauchecorne. Il était âgé de 70 ans environ, et il venait de se retirer du côté de Montpellier. Le personnage attirait immédiatement la sympathie, et racontait merveilleusement et inlassablement les histoires. Il nous parla de la période de la guerre à l’Institut de Kyoto, et ce qu’il dit m’impressionna vivement et m’est resté gravé dans la mémoire. Je ne peux imaginer qu’il ait alors affabulé, quel intérêt aurait-il eu à le faire ? Est-ce que l’on ment sur des sujets pareils, et est-ce que l’on peut d’ailleurs inventer pareille histoire ? Il nous dit que, lorsqu’il était emprisonné dans les derniers mois de la guerre, ses compagnons d’infortune et lui-même n’avaient droit qu’à un *musubi* quotidien, et que les autres se jetaient sur la boulette de riz lorsqu’elle leur était servie, et mouraient

les uns après les autres de sous-alimentation. Lui prétendait avoir survécu, au physique et au moral, pour avoir fait durer le seul plaisir de la journée en s'astreignant malgré la faim qui le tenaillait à manger le *musubi* grain de riz par grain de riz. Pensez à la force d'âme qu'il faut pour cela, gardez précieusement cette histoire en mémoire comme je l'ai fait moi-même et transmettez-la autour de vous pour qu'elle ne meure pas : elle en dit long, ombre et lumière, sur l'être humain. Merci.